Isabelle Leblic, ed., *De l'adoption. Des pratiques de filiation différentes*

Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004 340 p., bibl., index, ill., fig., cartes (« Anthropologie »).

Caroline Legrand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2456>

DOI : 10.4000/lhomme.2456

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2006

Pagination : 285-287

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Caroline Legrand, « Isabelle Leblic, ed., *De l'adoption. Des pratiques de filiation différentes* », *L'Homme* [En ligne], 179 | 2006, mis en ligne le 07 juillet 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2456> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.2456>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Isabelle Leblic, ed., *De l'adoption. Des pratiques de filiation différentes*

Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004 340 p., bibl., index, ill., fig., cartes (« Anthropologie »).

Caroline Legrand

- 1 LE TITRE de l'ouvrage est *De l'adoption*, pourtant ce sont davantage des transferts d'enfants sous toutes leurs formes dont il est question dans ce livre (transferts provisoires ou définitifs, transferts inter- ou extrafamiliaux, transferts qui ajoutent ou substituent une inscription filiale à une autre). L'approche contextuelle privilégiée par les auteurs offre un aperçu des différents usages et fonctions qu'on associe, ici ou là, à de telles manipulations. Les neuf ethnologues réunis dans ce collectif entendent aussi rendre compte des impacts de l'évolution des comportements sociaux et de la mondialisation du modèle occidental de la famille nucléaire sur la manière de concevoir la circulation d'enfants.
- 2 La première partie de l'ouvrage, qui traite de l'adoption et de la circulation d'enfants dans les Dom-Tom français, se veut en cela exemplaire, chacun des auteurs cherchant à confronter les représentations et pratiques traditionnelles à l'égard de l'adoption avec celles qui découlent de normes édictées par les administrations métropolitaines. Laurence Pourchez explore ainsi le parcours de ces Réunionnaises qui donnent leur enfant à leurs propres mères, leurs sœurs ou d'autres parentes, et ce alors même que la Direction des affaires sanitaires et sociales, chargée de réglementer les affaires d'adoption et de placement dans ce département, interdit de confier un enfant à l'amiable à des personnes avec qui l'on entretient des relations de parenté même spirituelles. L'influence de la pensée européenne sur la manière d'appréhender l'adoption en Polynésie française est abordée par Jean-Vital de Monléon. Dans ces îles où l'adoption est généralement envisagée pour réparer une infécondité, renforcer les alliances ou certifier une amitié, l'auteur raconte comment de jeunes mères aux mœurs occidentalisées décident de confier leurs enfants à d'autres femmes, le temps d'achever leurs études. La difficulté des Polynésiens à trouver des « preneurs » d'enfant au sein de leurs propres constellations familiales et l'attention toute particulière qu'ils réservent

aux métropolitains en quête de descendance quant il s'agit de déterminer des candidats à l'adoption seraient d'autres signes de leur occidentalisation. Isabelle Leblic nous conduit en Nouvelle-Calédonie, là où la filiation n'est pas régie par un principe d'exclusivité et où elle ne porte pas la marque du cognatisme, comme c'est le cas en métropole (patrilineaires, les Kanaks Paicî sont organisés en deux moitiés exogames). Ici, l'auteur confronte les règles d'alliance matrimoniale et celles qui encadrent les adoptions, notamment extra-lignagères. Occasionnant un changement de nom, de statut et de totem chez l'enfant, celles-ci sont précédées d'une période de concertation chez les membres du lignage preneur. Des offrandes sont adressées au groupe donneur pour sceller l'adoption ; des dons qui, parce qu'ils s'apparentent à ceux réalisés lors de l'échange de femmes, amènent l'ethnologue à s'interroger sur l'analogie entre les pratiques d'adoption d'une part, et les règles d'alliance d'autre part.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage pose la question de la circulation d'enfants en milieu musulman et, plus particulièrement, dans deux sociétés matrilineaires. Dans l'île de Sumatra, Bruno Portier examine ce qu'il advient de l'enfant si l'un ou l'autre de ses géniteurs vient à décéder et/ou à se remarier. Il note que l'enfant orphelin de père reste à la charge et à la tutelle de sa mère sauf si l'enfant est une fille et que sa mère se remarie en secondes noces avec un homme qui pourrait devenir son époux. Quant à l'orphelin de mère, il reste le plus souvent à la charge de son matrilignage et, si ce n'est pas le cas, son transfert nécessite la concertation et l'accord des membres de son groupe de parenté originel. L'auteur évoque aussi la captation d'enfants et le don d'enfants faits aux femmes stériles ou à celles restées au village. Dans cette société à résidence matrilocale, et où la propension à l'immigration est forte, la circulation d'enfants se présente aussi comme un moyen d'assurer l'ancrage territorial des matrilignages. Aux Comores, qu'étudient Sophie Blanchy et Maseande Chami-Allaoui, la circulation d'enfants est perçue comme un acte d'autant plus bénéfique pour l'adopté que les maîtres coraniques peuvent être choisis comme des pères adoptifs privilégiés et agir ainsi sur la construction de sa personne (l'enfant confié peut ainsi adjoindre à son propre nom celui de son éducateur) et le devenir de sa communauté. Cela ne signifie pas pour autant que les femmes n'ont aucun rôle à jouer en matière de circulation d'enfants. Nombreuses sont en effet les grands-mères à élever les enfants de leurs propres progénitures et les femmes stériles à accueillir les enfants de leurs propres frères.
- 4 La dernière partie porte sur l'adoption internationale et sur la façon dont les organisations chargées de la réglementer redéfinissent la circulation d'enfants. Claudia Fonseca voit dans l'adoption internationale un mode singulier de transaction qui oblige l'ethnologue à s'interroger sur la pensée hégémonique qu'elle entend diffuser. Elle réfute l'approche salvationniste qui consiste à interpréter toute captation d'enfants en termes d'engagement humanitaire et la parentalité telle un droit. Elle relève les limites de ce modèle analytique à travers l'étude de la circulation d'enfants dans un quartier de Porto Alegre, là où les habitants peuvent cumuler des relations de parenté par le biais des transferts juvéniles traditionnels. Comme au Brésil, les enfants nés à Haïti peuvent être mis sur le marché de l'adoption internationale ou locale. Mais pour éviter que leurs rejets ne soient utilisés à des fins domestiques, des couples haïtiens envisagent désormais de recourir à des adoptants vivant à l'étranger. Ce choix n'isole pas pour autant l'enfant de son groupe de parenté originel puisque, comme le note Chantal Collard, celui-ci peut être pris en charge par des parents ayant migré à l'étranger (au Canada, par exemple). La rhétorique du don oriente l'article de Françoise-Romaine

Ouellette qui, à partir du cas québécois, examine les valeurs attachées à l'adoption internationale et la législation qui encadre cette pratique. Réaffirmant les droits et intérêts de l'enfant, le gouvernement québécois s'est efforcé dès les années 1970 de réguler le marché de l'adoption et de la circulation juvénile, en constante évolution depuis le début du ^{xx}^e siècle. Ainsi, l'accession à la contraception et la diminution du nombre d'abandons ont inversé les tendances en matière de demande et d'offre d'enfants, la première dépassant la seconde, et favorisé le développement de l'adoption internationale. En revendiquant la primauté des intérêts de l'enfant, les politiques locales (soutenues par les organisations internationales) n'ont eu de cesse de participer à la construction sociale d'un modèle de filiation exclusive et d'influer sur les représentations sociales de l'adoption. Si, à cet égard, l'idée de don d'enfant n'est pas reconnue, celle de don fait à l'enfant fait partie intégrante du registre de l'adoption. Parents adoptifs et institutions locales se pensent comme des bienfaiteurs pour l'enfant, tout comme d'ailleurs les mères biologiques qui en se séparant de leurs progénitures affirment améliorer leurs perspectives d'avenir, plaçant *de facto* l'enfant dans une situation de dette à l'égard de tous ses donateurs.

- 5 Axée sur une mise en perspective des pratiques d'adoption et des systèmes terminologiques, la contribution de Suzanne Lallemand clôt l'ouvrage. Elle s'interroge sur la dévolution des rôles parentaux aux pères et mères classificatoires et se demande si la manière que l'on a de se nommer en parenté entre en jeu, de manière préférentielle, dans le choix des adoptants. Cette question (qui n'a réellement de sens qu'en dehors des sociétés à terminologies eskimo) trouve ici une réponse en demi-teinte, les modes d'appellations constituant un déterminant possible parmi d'autres.
- 6 Si tous les auteurs interrogent les enjeux sociaux de l'adoption à la lumière de l'identité des adoptants, des géniteurs et des adoptés, en revanche le sort qu'ils réservent, dans leurs articles, aux engagements cérémoniels (administratif, festif) concomitants de ces transferts, aux manières de faire sien l'enfant de l'autre, est inégal. Quant à la façon dont l'adopté ou l'enfant placé fabrique son individualité, elle n'est questionnée de manière sporadique que par quelques auteurs. Ce manque d'homogénéité, parfois déroutant, n'enlève rien à la qualité de ce collectif dont l'intérêt premier est de renseigner sur la diversité des pratiques de filiation. Au-delà des exemples ethnographiques fournis (qu'ils concernent les sociétés occidentales ou d'autres plus lointaines), les auteurs offrent même un nouveau cadre analytique pour penser la circulation d'enfants, en comparant les modalités à celles qui régissent les échanges matrimoniaux et les dons. Stimulantes, ces assimilations ouvrent un champ de débat colossal. D'ailleurs Chantal Collard n'a-t-elle pas essayé, dans un article récent¹, d'éclaircir les problèmes soulevés par ces comparaisons. Si, d'après l'anthropologie, l'analyse maussienne du don et l'approche structurale de l'échange n'offrent pas un modèle heuristique satisfaisant pour penser systématiquement les déplacements d'enfants, c'est non seulement qu'elles placent inévitablement les « donneurs » et « preneurs » d'enfants au sein d'une relation inégalitaire où les premiers seraient privilégiés, mais aussi qu'elles présupposent l'existence généralisée d'une « solidarité sociale entre adultes engendrée par la circulation enfantine » (p. 219). Dans la mesure où aucun de ces postulats ne semble résister à l'ethnographie de l'adoption internationale qui s'organise depuis Haïti (pays plongé dans un véritable chaos économique), l'on ne peut alors manquer de souligner les dangers qu'il y aurait à

prendre invariablement une pratique sociale (l'adoption, la circulation ou le transfert d'enfants) pour une autre (en l'occurrence ici, le don ou l'échange).

NOTES

1. « Triste terrain de jeu : à propos de l'adoption internationale », *Gradhiva*, 2005, 1, nouv. sér. : 209-223.